



États financiers consolidés intermédiaires (non vérifiés)

Exercice financier 2011

Pour les six mois terminés les 30 septembre 2010 et 2009

(Chiffres non vérifiés) (En milliers de dollars canadiens)	30 sept 2010 \$	31 mars 2010 \$
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 448	34 360
Trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties	3 742	4 026
Comptes débiteurs	4 705	4 479
Impôts sur les bénéfices à recevoir	202	-
Crédits d'impôt à recevoir	2 027	1 363
Charges payées d'avance	816	712
Instruments financiers dérivés	186	574
	46 126	45 514
Immobilisations corporelles	1 350	1 423
Actifs incorporels	584	894
Actifs incorporels d'acquisition	2 330	2 675
Écart d'acquisition	25 991	25 991
Impôts futurs	5 031	5 685
	81 412	82 182
PASSIF		
Passif à court terme		
Comptes créditeurs et charges à payer	8 384	9 696
Impôts sur les bénéfices à payer	-	390
Produits reportés	9 467	8 717
Impôts futurs	728	606
	18 579	19 409
Impôts futurs	63	129
	18 642	19 538
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 5 b))	47 218	47 809
Options d'achat d'actions (note 5 c))	607	1 688
Surplus d'apport (note 5 d))	3 013	2 491
Bénéfices non répartis	12 145	10 602
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(213)	54
	62 770	62 644
	81 412	82 182

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés des bénéfices non répartis

(Chiffres non vérifiés) (En milliers de dollars canadiens)	Six mois terminés les 30 septembre	
	2010 \$	2009 \$
Bénéfices non répartis au début de la période	10 602	9 241
Bénéfice net de la période	4 580	490
	15 182	9 731
Prime au rachat d'actions ordinaires pour annulation (note 5 b) i))	(1 089)	-
Dividendes déclarés sur actions ordinaires	(1 948)	-
Ajustement lié à un rachat antérieur de capital	-	227
Bénéfices non répartis à la fin de la période	12 145	9 958

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés du résultat étendu

(Chiffres non vérifiés) (En milliers de dollars canadiens)	Trois mois terminés les		Six mois terminés les	
	30 septembre		30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net de la période	1 939	683	4 580	490
Écart de conversion cumulé	-	(234)	-	(486)
Reclassement des gains ou pertes réalisés sur les contrats de change à terme, déduction faite des impôts futurs	(4)	186	(100)	567
Variation des gains (pertes) non réalisés sur les contrats de change à terme, déduction faite des impôts futurs	288	462	(167)	629
	284	414	(267)	710
Résultat étendu de la période	2 223	1 097	4 313	1 200

États consolidés du cumul des autres éléments du résultat étendu

(Chiffres non vérifiés) (En milliers de dollars canadiens)	30 sept	31 mars
	2010	2010
	\$	\$
Écart de conversion cumulé		
Effet cumulatif des exercices antérieurs	(344)	(108)
Période courante	-	(236)
	(344)	(344)
Gains (pertes) non réalisés sur les contrats de change à terme		
Effet cumulatif des exercices antérieurs	398	(775)
Variation des gains (pertes) sur les contrats de change à terme, déduction faite des impôts futurs	(267)	1 173
	131	398
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu	(213)	54

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés des résultats

(Chiffres non vérifiés)

(En milliers de dollars canadiens,
sauf pour les montants relatifs aux résultats par action)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2010 \$	2009 \$	2010 \$	2009 \$
Produits	11 420	11 468	22 665	23 161
Coût des produits	2 318	2 412	4 910	5 044
Marge brute	9 102	9 056	17 755	18 117
Charges d'exploitation				
Frais généraux et frais d'administration	1 970	2 131	3 616	4 830
Frais de vente et de commercialisation	1 944	2 165	3 899	4 481
Technologie	1 688	1 777	3 480	3 706
Amortissement des actifs incorporels d'acquisition	173	173	345	345
Rémunération à base d'actions	13	59	(347)	126
	5 788	6 305	10 993	13 488
Bénéfice d'exploitation	3 314	2 751	6 762	4 629
Autres produits (charges), montant net (note 3 b))	(244)	(990)	17	(2 059)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	3 070	1 761	6 779	2 570
Charge d'impôts sur les bénéfices	1 131	1 078	2 199	2 080
Bénéfice net de la période	1 939	683	4 580	490
Résultat de base par action	0,14	0,05	0,33	0,04
Résultat dilué par action	0,14	0,05	0,33	0,04
Dividendes par action ordinaire	0,14	-	0,14	-
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (note 5 f))				
De base	13 872 675	13 954 846	13 886 078	13 964 019
Dilué	13 889 449	13 954 846	13 904 907	13 964 019
Nombre d'actions en circulation à la fin de la période	13 683 392	13 927 058	13 683 392	13 927 058

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

(Chiffres non vérifiés) (En milliers de dollars canadiens)	Trois mois terminés les		Six mois terminés les	
	30 septembre		30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX				
Activités d'exploitation				
Bénéfice net de la période	1 939	683	4 580	490
Ajustements pour :				
Amortissement des immobilisations corporelles	245	312	514	637
Amortissement des actifs incorporels	126	158	310	348
Amortissement des actifs incorporels d'acquisition	173	173	345	345
Rémunération à base d'actions	13	59	(347)	126
Impôts futurs	474	722	831	1 384
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 3 a))	755	1 593	(2 148)	(1 807)
	3 725	3 700	4 085	1 523
Activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(394)	(363)	(445)	(746)
Produit sur disposition d'immobilisations corporelles	-	-	4	-
	(394)	(363)	(441)	(746)
Activités de financement				
Rachat de capital-actions pour annulation (note 5 b) i))	(2 098)	(185)	(2 098)	(216)
Émission de capital-actions (note 5 b) ii))	88	-	206	-
Dividendes en espèces versés sur actions ordinaires	(1 948)	-	(1 948)	-
	(3 958)	(185)	(3 840)	(216)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	(627)	3 152	(196)	561
Effet de la variation du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-	153	-	166
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	38 817	27 536	38 386	30 114
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	38 190	30 841	38 190	30 841
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les éléments suivants du bilan :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 448	27 669	34 448	27 669
Trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties	3 742	3 172	3 742	3 172

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

1 Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés par la Société conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les états financiers consolidés vérifiés du 31 mars 2010. Les montants présentés au bilan en date du 31 mars 2010 proviennent des états financiers consolidés vérifiés de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2010. Ces états financiers intermédiaires ne sont pas vérifiés et n'ont pas été révisés par les vérificateurs externes de la Société. Le contenu de ces états financiers intermédiaires n'est pas conforme, à tous les égards importants, aux PCGR requis pour la préparation des états financiers annuels. Par conséquent, les états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes afférentes inclus dans le rapport annuel de la Société de l'exercice 2010.

Changements futurs aux normes comptables

Regroupement d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle

En janvier 2009, le Conseil des normes comptables du Canada (le « CNC ») a approuvé trois nouveaux chapitres du Manuel de l'ICCA, soit les chapitres 1582, « Regroupements d'entreprises », 1601, « États financiers consolidés », et 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle », en remplacement du chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises », et du chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1582 exige l'utilisation accrue des évaluations à la juste valeur et la constatation d'actifs et de passifs additionnels, et exige plus d'informations à fournir relativement à la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Le chapitre 1601 définit des normes pour la préparation d'états financiers consolidés, tandis que le chapitre 1602 exige de comptabiliser les participations sans contrôle à titre de composante distincte des capitaux propres, et de ne plus déduire du résultat net consolidé la part du résultat net attribuable aux participations sans contrôle. Par conséquent, le résultat net consolidé doit être réparti entre la participation donnant le contrôle et les participations sans contrôle. Ces trois nouveaux chapitres doivent être mis en place concurremment et s'appliqueront prospectivement à tout regroupement d'entreprises de la Société dont la date d'acquisition est le 1^{er} avril 2011 ou après cette date, et leur application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers consolidés.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le CNC a confirmé que les entités canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront remplacer les PCGR du Canada par les IFRS le 1^{er} janvier 2011. En conséquence, la Société sera tenue d'utiliser les IFRS pour dresser ses états financiers consolidés annuels et intermédiaires de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption des IFRS sur ses états financiers consolidés.

2 Opérations entre apparentés

Le détail des opérations entre apparentés qui ne sont pas présentées ailleurs dans ces états financiers consolidés s'établit comme suit :

(En milliers de dollars canadiens)	Trois mois terminés les		Six mois terminés les	
	30 septembre		30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Produits				
Coentreprises	156	192	284	438
Comptes débiteurs				
Coentreprises	187	65	187	65

Les soldes et les opérations avec les coentreprises représentent la part de la Société dans ces coentreprises.

Toutes les opérations entre apparentés ont eu lieu dans le cours normal des activités et ont été mesurées au montant d'échange, lequel correspond au montant de la contrepartie convenue par les parties.

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010, la Société a encouru des frais de gestion de 135 446 \$ (67 592 \$ en 2009) relativement aux services rendus par un actionnaire corporatif qui a une influence notable sur la Société. Des frais de 201 050 \$ (197 592 \$ en 2009) ont été encourus au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 2010. La transaction a eu lieu dans le cours normal des activités et a été mesurée au montant d'échange, lequel correspond au montant de la contrepartie convenue par les parties.

3 Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement et Autres produits (charges)

a) La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

(En milliers de dollars canadiens)	Trois mois terminés les		Six mois terminés les	
	30 septembre		30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Diminution (augmentation) des				
Comptes débiteurs	1 021	1 109	(226)	(68)
Impôts sur les bénéfices à recevoir	(202)	(80)	(202)	(240)
Crédits d'impôt à recevoir	(338)	(351)	(664)	(717)
Charges payées d'avance	(188)	(59)	(104)	243
Augmentation (diminution) des				
Comptes créditeurs et charges à payer	976	1 596	(1 312)	(578)
Impôts sur les bénéfices à payer	(346)	-	(390)	-
Produits reportés	(168)	(622)	750	(447)
	755	1 593	(2 148)	(1 807)

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2009, la Société a fait un ajustement aux comptes créditeurs et charges à payer de 226 685 \$ lié à un rachat antérieur de capital.

b) Les Autres produits (charges) comprennent ce qui suit :

(En milliers de dollars canadiens)	Trois mois terminés les		Six mois terminés les	
	30 septembre		30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Intérêts créditeurs	60	13	103	27
Frais financiers	(53)	(48)	(102)	(95)
Gain (perte) de change	(211)	(896)	98	(1 881)
Autres dépenses	(40)	(59)	(82)	(110)
	(244)	(990)	17	(2 059)

4 Information sectorielle

La Société n'a qu'un seul secteur isolable. Les produits proviennent principalement des abonnements aux réseaux d'affaires électroniques.

L'information relative aux secteurs géographiques est la suivante :

(En milliers de dollars canadiens)

Trois mois terminés les 30 septembre	2010		2009	
	Produits \$	Immobilisations corporelles, actifs incorporels, actifs incorporels d'acquisition et écart d'acquisition \$	Produits \$	Immobilisations corporelles, actifs incorporels, actifs incorporels d'acquisition et écart d'acquisition \$
Canada	4 712	3 493	4 720	4 533
États-Unis	4 920	26 724	5 143	27 379
Europe	524	-	557	-
Asie et autres	1 264	38	1 048	62
	11 420	30 255	11 468	31 974

(En milliers de dollars canadiens)

Six mois terminés les 30 septembre	2010		2009	
	Produits \$	Immobilisations corporelles, actifs incorporels, actifs incorporels d'acquisition et écart d'acquisition \$	Produits \$	Immobilisations corporelles, actifs incorporels, actifs incorporels d'acquisition et écart d'acquisition \$
Canada	9 516	3 493	9 519	4 533
Etats-Unis	9 682	26 724	10 388	27 379
Europe	1 044	-	1 147	-
Asie et autres	2 423	38	2 107	62
	22 665	30 255	23 161	31 974

Les produits sont attribués aux régions géographiques en fonction de l'emplacement des clients.

5 Capital-actions, options d'achat d'actions et surplus d'apport

(Nombre en milliers, en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux résultats par action)

- a) Autorisé, en nombre illimité
 Actions ordinaires
 Actions privilégiées, à être émises en séries, dont les termes, les conditions et les dividendes devront être déterminés par le conseil d'administration au moment de l'émission
- b) Le tableau suivant présente les opérations se rapportant aux actions ordinaires pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre :

	2010		2009	
	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au début de la période	13 895	47 809	13 974	48 079
Rachetées pour annulation (note 5 b) i))	(247)	(853)	(47)	(162)
Exercice d'options d'achat d'actions (note 5 b) ii))	35	262	-	-
Solde à la fin de la période	13 683	47 218	13 927	47 917

- i) Au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 2010, la Société a racheté pour annulation 247 352 de ses actions ordinaires (47 000 en 2010) pour une contrepartie en espèces de 2 098 068 \$ (216 723 \$ en 2010), dans le cours normal de ses rachats d'actions. Le prix d'émission moyen par action de 3,45 \$ (3,44 \$ en 2010) avant le rachat a été porté en réduction du Capital-actions pour un montant total de 852 523 \$ (161 707 \$ en 2010), et le solde a été imputé aux Bénéfices non répartis ou aux Surplus d'apport.
- ii) Au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 2010, des options d'achat d'actions ont été exercées en vue d'acquérir 35 000 actions ordinaires (néant en 2010) pour une contrepartie en espèces de 206 150 \$, soit 5,89 \$ l'action. De plus, un montant de 55 954 \$ a été crédité au Capital-actions et représente la rémunération à base d'actions initialement constatée dans Options d'achat d'actions pour ces options (note 5 c)).

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifiés)
30 septembre 2010 et 2009

- c) Le tableau suivant résume les opérations liées aux options d'achat d'actions pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre :

	2010 \$	2009 \$
Solde au début de la période	1 688	1 647
Dépense (renversement) liée à la rémunération à base d'actions	(347)	126
Transfert de la dépense liée à la rémunération à base d'actions accumulée par suite de l'exercice d'options (note 5 b) ii))	(56)	-
Transfert de la dépense liée à la rémunération à base d'actions accumulée pour les options non exercées à la suite de leur échéance	(678)	(78)
Solde à la fin de la période	607	1 695

- d) Le tableau suivant résume les opérations liées aux surplus d'apport pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre :

	2010 \$	2009 \$
Solde au début de la période	2 491	2 394
Transfert de la dépense liée à la rémunération à base d'actions accumulée pour les options non exercées à la suite de leur échéance	678	78
Escompte sur le rachat des actions ordinaires pour l'annulation (note 5 b) i))	-	-
Réduction de l'escompte accumulé sur le rachat des actions ordinaires pour l'annulation (note 5 b) i))	(156)	(55)
Solde à la fin de la période	3 013	2 417

- e) Rémunération à base d'actions

La Société offre deux régimes de rémunération à base d'actions décrits à la note 8 de son rapport annuel de 2010.

Au cours des périodes de six mois terminées les 30 septembre 2010 et 2009, aucune option d'achat d'actions n'a été émise par la Société.

f) Nombre moyen pondéré d'actions en circulation

Le tableau suivant présente le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé aux fins de calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

	Trois mois terminés les 30 septembre		Six mois terminés les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation				
De base	13 873	13 955	13 886	13 964
Effet dilutif des options d'achat d'actions	16	-	19	-
Dilué	13 889	13 955	13 905	13 964

Des options visant l'achat de 161 700 actions (651 900 en 2010) à un prix moyen pondéré de 9,51 \$ l'action (8,99 \$ en 2010) étaient en circulation à la fin de la période de six mois terminée le 30 septembre 2010; toutefois, ces options n'ont pas été incluses dans le calcul du résultat dilué par action en raison du fait que le prix d'exercice était supérieur au prix moyen des actions.

6 Gestion des risques financiers

La Société, par ses actifs et passifs financiers, est exposée à des risques financiers en raison de ses activités : risque de marché, incluant le risque de change et le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et le risque de liquidité. L'objectif principal de la Société en matière de gestion de risques est de s'assurer que les risques sont correctement identifiés et traités pour diminuer l'effet négatif probable sur la performance financière.

La gestion des risques est la responsabilité du service des finances qui doit déterminer et évaluer les risques en collaboration étroite avec la direction. Le service des finances a la responsabilité d'établir des contrôles et des procédures adéquates pour s'assurer que les risques financiers sont atténués.

Risque de change

Le risque de change est lié aux transactions conclues par la Société et libellées en devises autres que le dollar canadien, principalement en dollars américains. Le risque de change est aussi important pour les transactions de vente et d'achat futures que pour les actifs et les passifs financiers reconnus libellés en devises étrangères.

L'objectif principal de la Société en matière de gestion du risque de change est de réduire son effet sur sa performance. Afin de réduire les éventuelles conséquences défavorables associées à la fluctuation du dollar canadien, la Société conclut des contrats de change à terme en vue de stabiliser les produits futurs prévus libellés en dollars américains. Les contrats de change à terme sont uniquement conclus pour gérer le risque de change et ne sont pas destinés à des fins de spéculation.

Les soldes en devises au 30 septembre 2010 se détaillent comme suit :

(Montants en milliers)	\$ US
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 232
Trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties	3 634
Comptes débiteurs	2 944
Comptes créditeurs et charges à payer	(5 919)
Total, en devises	7 891
Total, en dollars canadiens	8 126

Compte tenu des contrats de change à terme et en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, une hausse de 5 % du dollar canadien par rapport au dollar américain affecterait le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu (en dollars canadiens) comme suit :

(En milliers de dollars canadiens)	\$
Bénéfice net	(108)
Autres éléments du résultat étendu	536

Une baisse de 5 % du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait eu l'incidence contraire sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient à la suite d'un changement du taux d'intérêt du marché. Les actifs et les passifs financiers dont le taux d'intérêt est variable exposent la Société à un risque de flux de trésorerie. L'intérêt gagné par la Société sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie est établi selon le taux du marché.

Au 30 septembre 2010, la Société s'expose au risque de taux d'intérêt sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie dont le taux d'intérêt varie de 0 % à 1,15 %. Si le taux d'intérêt au 30 septembre 2010 avait varié de plus 0,5 % ou de moins 0,5 %, l'incidence sur le bénéfice net n'aurait pas été significative.

Les actifs et les passifs financiers qui sont soumis à des taux d'intérêt fixes sont exposés à un risque de juste valeur des taux d'intérêt. La Société n'est pas exposée à un risque important par rapport aux actifs et aux passifs financiers en raison de leur échéance à court terme.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse une perte financière advenant qu'un client ou une autre partie liée à un instrument financier ne respecte pas ses obligations contractuelles. Les instruments financiers qui exposent la Société à un risque de crédit consistent principalement en la trésorerie et équivalents de trésorerie, la trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties et les comptes débiteurs. La trésorerie et équivalents de trésorerie et la trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties sont détenus dans des établissements financiers importants; par conséquent, la Société estime que le risque d'inexécution à l'égard de ces instruments est faible.

D'après son expérience, la Société est d'avis que le risque de crédit lié aux comptes débiteurs est faible. La Société n'exige généralement pas d'examen collatéraux relatifs à ses comptes débiteurs. Ses comptes débiteurs ne sont pas concentrés sur des clients spécifiques, mais plutôt sur un large éventail de clients. De plus, la Société effectue des examens de crédit à intervalles réguliers à l'égard de certains de ses clients et établit une provision pour créances douteuses lorsque les comptes sont jugés irrécouvrables. La provision pour créances douteuses est déterminée selon l'historique du montant dont le recouvrement est jugé incertain après 60 jours et 90 jours, et les comptes inactifs et restreints sont entièrement provisionnés.

La valeur comptable des comptes débiteurs de la Société est présentée, déduction faite de la provision pour créances douteuses. La variation de la provision pour créances douteuses au cours de la période se détaille comme suit :

(En milliers de dollars canadiens)	Trois mois terminés les		Six mois terminés les		Exercice
	30 septembre		30 septembre		2010
	2010	2009	2010	2009	2010
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	(591)	(497)	(538)	(519)	(519)
Récupération (charge) de la période	103	(3)	50	19	(19)
Solde à la fin de la période	(488)	(500)	(488)	(500)	(538)

L'âge des comptes débiteurs ayant dépassé le délai de paiement initial, tous en retard au 30 septembre 2010, se détaille comme suit :

(En milliers de dollars canadiens)	\$
De 1 à 30 jours	3 849
De 31 à 60 jours	541
De 61 à 90 jours	137
Plus de 90 jours	178
Total des comptes débiteurs	4 705

Il n'y a aucune perte de valeur ni aucun montant en souffrance autres que ceux liés aux comptes débiteurs.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque qu'une société soit incapable de s'acquitter de ses obligations à leur échéance. La Société n'est pas actuellement exposée au risque de liquidité, car la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société sont suffisants pour honorer ses obligations liées à ses opérations et à ses activités d'investissement et de financement anticipées. Les passifs financiers de la Société, composés des comptes créditeurs et charges à payer, arriveront à échéance dans moins de 12 mois.

Juste valeur des instruments financiers

La trésorerie et équivalents de trésorerie et la trésorerie détenue pour le bénéfice de tierces parties sont comptabilisés à leur juste valeur. Les comptes débiteurs et les comptes créditeurs et charges à payer sont des instruments financiers dont la juste valeur est approximativement égale à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

7 Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de l'exercice 2010 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 2011.